

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, allées marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 27/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ASF – Labenne**

A63 – Sortie 4 – Aire de Labenne  
64200 Biarritz

Références : DREAL/UBD40-64/D2026\_  
Code AIOT : 0005201610

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement ASF – Labenne implanté « Lamian » 40530 Labenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASF – Labenne
- Lamian 40530 Labenne
- Code AIOT : 0005201610
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF) est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral PR/DAGR/2007/n°50 du 13 septembre 2007 une centrale d'enrobés routiers à chaud sur la plateforme sise au lieu-dit « Lamian » sur la commune de Labenne (40).

La centrale est autorisée à fonctionner exclusivement entre le 1er septembre et le 30 juin de chaque année. Durant cette période, la durée de fonctionnement de la centrale ne peut excéder 4 mois, sauf circonstances exceptionnelles qu'il conviendra à l'exploitant de justifier au préalable.

La dernière période d'installation de la centrale sur la plateforme remonte au mois de mars 2024 à juin 2024 pour les besoins d'un chantier de rénovation des chaussées de l'autoroute A63.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Entretien du site	Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 2.4	Demande d'action corrective	15 jours
6	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 23.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dernière exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 1.2	Sans objet
2	Déclaration d'implantation	Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 2.1.3	Sans objet
4	Repliement de la centrale d'enrobage	Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 5.1	Sans objet
5	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 16	Sans objet
7	Contrôle du niveau des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 32	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La centrale a été mise à l'arrêt depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2024. L'installation a été évacuée de la plateforme. La plateforme est globalement propre et bien entretenue.

Toutefois, l'inspection demande l'évacuation des déchets bitumineux encore présents sur le site.

De plus, suite aux non-conformités constatées pour le paramètre COV totaux lors des dernières analyses menées sur les rejets à l'atmosphère et bien que l'exploitant ait tout de suite réagi en changeant le bitume utilisé dans la formulation des enrobés, l'inspection demande à l'exploitant de procéder à une nouvelle campagne de surveillance des émissions dans l'atmosphère lorsqu'un tel cas se reproduit afin de s'assurer que le changement du bitume utilisé dans la formulation des enrobés permet d'observer un retour à la conformité de ses installations.

L'inspection rappelle enfin à l'exploitant que le dossier de repli des installations doit être transmis au préfet un mois avant la fin de la période d'exploitation.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dernière exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> La centrale d'enrobage est autorisée à fonctionner exclusivement entre le 1er septembre et le 30 juin de chaque année. Durant cette période, la durée de fonctionnement de la centrale ne pourra excéder 4 mois, sauf circonstances exceptionnelles qu'il appartiendra à l'exploitant de justifier au préalable.
<b>Constats :</b> L'inspection constate l'absence de toute installation de centrale d'enrobage le jour de la visite. L'exploitant déclare : <ul style="list-style-type: none"><li>– que la centrale était installée temporairement pour les besoins d'un chantier de rénovation des chaussées de l'autoroute A63 entre les mois de mars et juin 2024,</li><li>– que la centrale a été démontée et n'est plus sur site depuis décembre 2024. Les dernières évacuations de matériels ont eu lieu en février 2025.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Déclaration d'implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un mois avant chaque implantation d'une unité d'enrobage, l'exploitant devra faire parvenir au Préfet une déclaration d'implantation comprenant en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>– un descriptif de la nouvelle installation avec ses caractéristiques techniques (capacités, puissances...);</li><li>– un schéma de principe annoté ;</li><li>– un plan d'implantation sur le terrain ;</li><li>– les dispositions spécifiques qu'elle mettra en œuvre pour respecter les dispositions du présent arrêté ;</li><li>– les résultats des dernières mesures des rejets à l'atmosphère réalisées sur les installations ;</li></ul> un compte rendu de vérification de la conformité des aménagements destinés à recevoir la centrale aux dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le dossier de déclaration d'implantation relatif à l'implantation de la centrale d'enrobage pour la période de mars 2024 à juin 2024 a été transmis à l'inspection le 22 novembre 2023 et complété le 22 décembre 2023 sur demande de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Entretien du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du site
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin

particulier (plantations, engazonnement...).
Sur tout le côté Est du terrain donnant vers la Pinède des Singes, est implanté un merlon de terre arboré de 6 m de haut.
<b>Constats :</b> Le site est globalement propre et bien entretenu. Toutefois, l'inspection constate la présence d'un petit tas de gravats et de déchets bitumineux stockés sur l'emplacement dédié au stockage de matériaux 10/14 qu'il conviendra de faire évacuer.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande l'évacuation des déchets bitumineux présents sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Repliement de la centrale d'enrobage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Repliement des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors de chaque repliement d'une centrale d'enrobage, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement durant la période de non exploitation avant l'implantation de la suivante. Le bitume, le fuel lourd et le fuel domestique stockés dans les citernes mobiles seront notamment évacués du site d'exploitation. À cet effet, il adressera au Préfet un mois avant la fin de la période d'exploitation un dossier indiquant les mesures de remise en état qu'il compte prendre ainsi qu'un plan du site tel qu'il se présentera après le départ des installations.
<b>Constats :</b> Le dossier de repli de l'installation, complet et régulier, a été transmis le 11 décembre 2025 suite à la visite de l'inspection. Aucune citerne mobile ou fixe n'était présente sur le site d'exploitation le jour de la visite. L'inspection rappelle à l'exploitant que le dossier de repli des installations doit être transmis au préfet un mois avant la fin de la période d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Autosurveillance – L'exploitant devra réaliser une fois tous les 3 mois durant les périodes de présence d'une centrale d'enrobage, avec un minimum d'une fois, une analyse des rejets aux points prévus au paragraphe 15.2 ci-dessus, portant sur les paramètres suivants : pH, MES, DCOeb et Hydrocarbures totaux. Les résultats des analyses ci-dessus seront transmis à l'inspecteur des installations classées dans le mois qui suit. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mise en œuvres ou envisagées. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> La dernière analyse de la qualité des eaux rejetées a été réalisée le 20 juin 2024 durant la dernière

campagne d'exploitation de la centrale d'enrobage.

Les résultats des analyses, joints au dossier de repli des installations transmis le 11 décembre 2025, n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Surveillance des émissions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 23.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

a) A chaque implantation d'une nouvelle unité d'enrobage, et dans le 1er mois de l'exploitation, l'exploitant procédera à une campagne de mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes d'azote, oxydes de soufre, composés organiques volatils (COV), Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) et poussières dans les gaz rejetés à l'atmosphère par la centrale d'enrobage selon les méthodes normalisées en vigueur. À défaut de méthode spécifique normalisée, et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétiques décrites par la norme NF X 44-052 doivent être respectées.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

b) Les résultats des analyses ci-dessus seront transmis à l'inspecteur des installations classées dans le mois qui suit.

Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

**Constats :**

La dernière campagne de surveillance des émissions dans l'atmosphère a été réalisée le 15 avril 2024 durant la dernière campagne d'exploitation de la centrale d'enrobage.

Les résultats des analyses, joints au dossier de repli des installations transmis le 11 décembre 2025, indiquent des non-conformités vis-à-vis des valeurs limites de rejet (VLE) fixées à l'article 23.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé pour le paramètre COV totaux sur les deux cheminées reprises dans le tableau suivant :

Paramètre		Cheminée 1	Cheminée 2	VLE
COV totaux	Concentration (mg/m <sup>3</sup> )	208	181	110
	Flux (Kg/h)	9,63	8,7	8,3

Suite à cette campagne de mesure, l'exploitant déclare avoir procédé à un changement du bitume utilisé dans la formulation des enrobés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à une nouvelle campagne de surveillance des émissions dans l'atmosphère lorsqu'un tel cas se reproduit afin de s'assurer que le changement du bitume utilisé dans la formulation des enrobés permet d'observer un retour à la conformité de ses installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 7 : Contrôle du niveau des émissions sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/09/2007, article 32

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser, à chaque implantation d'une nouvelle unité d'enrobage, et dans le 1er mois de l'exploitation, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'Inspection des Installations Classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

**Constats :**

La dernière campagne de mesure des niveaux d'émissions sonores a été réalisée de nuit le 30 mai 2024 et le 03 juin 2024.

Les résultats des analyses, joints au dossier de repli des installations transmis le 11 décembre 2025, n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite